

LES FORÊTS DOMANIALES
ET
D'ÉTABLISSEMENTS PUBLICS
EN AUTRICHE.

GUIDE

DE L'ADMINISTRATION AUTRICHIENNE DES FORÊTS DOMANIALES
POUR L'EXPOSITION UNIVERSELLE
DE PARIS EN 1900.

PUBLIÉ PAR

LE MINISTÈRE I. R. DE L'AGRICULTURE À VIENNE.

VIENNE.

IMPRIMERIE I. R. DE LA COUR ET DE L'ÉTAT.
1900.

Que l'on s'intéresse à nos forêts au point de vue de l'économie nationale ou forestière, que ce soit l'œil du chasseur ou du naturaliste qui les scrutent, c'est indubitablement avant tout leur variété. qui fait naître cet intérêt.

S'il existe au milieu de pays bien cultivés quelques domaines qui, étant donné leur exploitation intensive, peuvent être dignement classés parmi les forêts d'Europe ayant le plus grand rendement, il y en a par contre d'autres qui, par des dispositions légales défavorables et sous l'influence de lourdes servitudes ne permettent pas le déploiement rationnel de l'économie forestière. D'autres domaines rentrent simplement dans la catégorie des forêts protectrices et enfin il existe de grandes étendues de terrain boisé portant encore l'empreinte de la virginité primitive; le sentier du berger et le chemin battu par le chasseur s'y perdent sans trace dans l'infini; c'est la nature sauvage qui y règne paisiblement, dégagée de toute entrave humaine; la naissance et la mort s'y compensent.

Tandis que le vaillant disciple de Saint Hubert suit à l'Est la trace de l'ours, la piste du sanglier et du puissant cerf des Carpathes, le chamois agile l'attire sur les rocs inhospitaliers et le cerf en rut qui brame ou le chant amoureux du coq de bruyère l'entraînent dans la profondeur des bois.

Ces diverses difficultés de culture proviennent des changements de conditions, mais ce sont ces difficultés qui fortifient l'énergie du forestier tout en enrichissant son expérience et en développant son amour pour la forêt.



Digitized by the Internet Archive
in 2016

<https://archive.org/details/lesforetsdomania0000vien>

Conditions de propriété relatives aux forêts.

Les forêts domaniales et d'établissements publics administrées par le ministère de l'Agriculture, proviennent d'un domaine qui avait autrefois une bien plus grande étendue et se composait de propriétés camérales, de forêts appartenant aux mines de l'État, ainsi que de propriétés d'établissements publics, dont la superficie entière était encore au commencement de ce siècle de 3,946.500 *hec.* (dont 3,304.800 *hec.* en propriétés domaniales, et 641.700 *hec.* en propriétés d'établissements publics), c'est-à-dire que cette superficie constituait 13.1⁰/₀ de toute l'étendue de l'Empire. A partir de ce moment le nombre des propriétés domaniales diminua considérablement et ce mouvement menaçant, ne fut réprimé qu'en 1873 par la réorganisation entière de l'administration des propriétés domaniales.

Ces diminutions proviennent d'une part des conditions financières de l'État, et d'autre part, de l'opinion mercantile bien plus en vogue jadis, contestant à l'État l'aptitude d'exploiter et d'administrer de grandes propriétés. Souvent aussi elles peuvent être attribuées aux conditions dans lesquelles les propriétés se trouvaient alors. La charge provenant des servitudes forestières non régularisées, la distance de beaucoup de forêts et le manque absolu de voies de transport furent la raison pour laquelle ces terrains ne donnèrent jamais qu'un rapport nul ou très minime seulement. Avec de telles conditions, la tendance de vendre les propriétés domaniales parût justifiée et pratique.

La superficie des propriétés domaniales s'était déjà réduite en 1850 à 1,725.000 *hec.* dont 1,290.500 *hec.* de terrain productif; puis en 1855 l'État remit à peu près 660.000 *hec.*, équivalents à 156.6 millions de florins, à la banque nationale autrichienne à titre d'hypothèque. Outre les ventes réalisées en majeure partie par la Banque, d'autres terrains estimés à 16,800.000 fl. furent vendus dans les années de 1860 à 1870. Une assez grande étendue de terrain boisé et pâturé fut cédée aux ayants-droit, de sorte qu'en 1873 il ne resta à l'État que 1,020.003 *hec.* de forêts et domaines, et 341.052 *hec.* de forêts et domaines aux établissements publics; en tout 1,361.055 *hec.*, ou 4.5⁰/₀ de la superficie de l'Empire.

Dans la période qui suivit, les conditions changèrent sensiblement, et on reconnut bientôt qu'il n'existait pour remédier à l'exploitation abusive des

terrains vendus par l'État, qu'une seule et unique garantie assurant l'entretien d'un minimum de terrain boisé, à savoir de réunir la plus grande superficie de forêts possible entre les mains de l'administration forestière de l'État, ou de la confier à des personnes juridiques dont le métier et le caractère fussent de nature à fournir une garantie suffisante pour le bon entretien du terrain boisé. L'administration de l'État fut ainsi forcée de saisir chaque occasion favorable qui lui permettait d'augmenter ses biens-fonds. L'État acheta donc en 1886 pour les Fonds de l'Église en Carinthie, le domaine Föderaun-Tarvis d'une étendue totale de 22.712 *hec.*, dont 11.621 *hec.* sont couverts de forêts; 1559 *hec.* sont des terrains accessoires et 9532 *hec.* des terres improductives. En 1889 il acheta pour les Fonds de l'Église en Haute-Autriche et en Styrie, les forêts de Weyer, Reichraming, Grossreifling et Wildalpen (en Haute-Autriche et en Styrie), d'une superficie de 47.205 *hec.* (dont 41.913 *hec.* de forêts, 2341 *hec.* de terrains accessoires et 2951 *hec.* de terrains improductifs); en 1891 l'État ajouta à ces achats le domaine de Nadwórna en Galicie ayant une étendue de 84.498 *hec.* (dont 76.736 *hec.* de forêts, 3444 *hec.* de terrains accessoires et 4318 *hec.* de terrains improductifs); enfin en 1895 pour le compte des Fonds de l'Église en Carniole, il a acheté les forêts de la société industrielle en Carniole, situées dans le district politique de Radmannsdorf. Ce domaine a une étendue de 26.454 *hec.* (dont 17.705 *hec.* de forêts, 2845 de terrains accessoires et 5904 *hec.* de terrains improductifs).

A l'heure qu'il est, la superficie des domaines de l'État s'élève à 1,129.597 *hec.*, celle des domaines des Fonds d'établissements publics, à 390.320 *hec.*, soit un total de 1,519.917 *hec.*

Les domaines se divisent d'après le genre de culture en 1,042.812 *hec.* de forêts, en 20.490 *hec.* de champs, de prairies et de jardins en 78.862 *hec.* de montagnes et de pâturages, en 5258 *hec.* d'autres terrains productifs et en 372.495 *hec.* de terrains improductifs.

Les forêts domaniales et d'établissements publics sont réparties — comme on peut le voir par la carte générale exposée — sur tous les pays de l'Autriche à l'exception de la Moravie et de la Silésie; elles suivent, abstraction faite de quelques forêts dans la plaine, la croupe des hautes montagnes traversant la Monarchie; elles couvrent les Carpathes et leurs ramifications à l'Est de la Galicie et en Bucovine, puis au nord les Alpes calcaires, et enfin à l'ouest, à partir du contrefort le plus exposé, qui est celui de la Forêt de Vienne, elles garnissent toute la chaîne des Alpes autrichiennes jusqu'au Vorarlberg. Ces forêts forment des massifs plus ou moins isolés dans les différents autres pays des Alpes autrichiennes, ainsi que dans l'Erzgebirge bohème. La majeure partie des forêts se trouve donc dans des pays montagneux, à une altitude de plus de 1000 *m.*

Il échoit à la région

entre	0	et	300 m	de hauteur, à peu près . .	2.6%
"	300	"	600 m	" " " " . .	14.1%
"	600	"	1000 m	" " " " . .	27.7%
"	1000	"	1500 m	" " " " . .	42.4%
et au-dessus de	1500 m	"	"	" " " " . .	13.2%

de la superficie totale.

Les cours d'eau de la Monarchie, aussi bien les petits que les grands ne sont pas à dédaigner relativement à l'exploitation des forêts domaniales et d'établissements publics, quoique depuis plusieurs années il se produise un changement favorable en ce sens que le transport par voie d'eau décroît en raison inverse du transport par terre.

Tandis qu'on utilise spécialement les petits cours d'eau pour le flottage à courte distance, les fleuves principaux servent au transport du bois même pour de grands trajets. Parmi ces fleuves citons à l'Est le Dniester, par lequel le bois de construction et bon nombre de planches sont expédiées à Odessa et en Orient; à l'ouest nous avons le Danube et ses affluents qui transportent le bois de la Haute-Autriche et de la Styrie jusqu'au marché de Vienne; et enfin l'Inn, qui sert de temps à autre de voie de transport entre le Tyrol et la Bavière.

En ce qui concerne les conditions climatiques, nous devons reconnaître qu'elles sont, quoique sujettes en certains lieux à de fortes variations, généralement favorables à la culture des bois; néanmoins elles nuisent souvent aux cultures qui ont à vaincre bien des obstacles notamment dans les Alpes, où la température est presque toujours au-dessous de zéro et où il y a de fréquentes pluies et de violents courants d'air.

Tandis que la température moyenne, répondant à la situation géographique, est plutôt douce dans les forêts les moins élevées, elle s'abaisse à 0° C. et davantage, dans les parties les plus élevées des Alpes et des Carpathes, dont le minimum annuel varie entre — 25° C. et — 35° C. La quantité d'eau provenant de la grêle, de la pluie et de la neige se répartit de la même façon; c'est le plateau du Karst au sud-ouest de l'Empire qui en reçoit le minimum, et les Alpes à l'ouest le maximum; cette quantité augmente avec l'altitude et cause souvent en automne de grands ravages par la véhémence des pluies, tandis qu'en hiver et au printemps, elle nuit sensiblement à la pousse des arbres en suite de l'épaisseur et de la longue durée de la couche de neige.

De tous les courants atmosphériques, le vent de l'ouest est le plus dangereux pour les forêts, partout où la configuration du terrain n'est pas à même de donner une autre direction au vent. Nous citons comme exception, mais s'appliquant à un vaste territoire, le danger qui menace les forêts de

l'Istrie et du Littoral, sous forme de la Bora (vent du nord-est) et du Sirocco (vent du sud).

Le sol des forêts domaniales et d'établissements publics est très varié au point de vue géologique, et il renferme presque toutes les conformations de terrains qui existent dans la Monarchie. Quelques forêts renferment même certaines espèces de roches typiques dont la présence forme en commun avec d'autres éléments, la condition sine qua non, de l'apparition d'une certaine flore d'arbres et d'arbustes. Ce qui caractérise par exemple les forêts à l'Est, ce sont le grès éocène des Carpathes et les graviers, à côté desquels on trouve en petite quantité de la chaux et de la marne schisteuse; quant à la forêt de Vienne, c'est notamment un grès crétacique, auquel se rattachent au sud-ouest quelques parties calcaires. Dans les Alpes du nord une zone de roches calcaires et dolomitiques appartenant au Trias s'étend de là à l'ouest, tandis que dans d'autres parties des Alpes on trouve des roches éruptives, calcaires et dolomitiques, à côté de roches primitives, telles que le gneiss, le granit, le schiste cristallin, etc. Les forêts au sud du Littoral reposent spécialement sur un terrain crayeux, qui constitue aussi toute la terre ferme et les îles de l'Adriatique.

Les conditions climatiques, pétrographiques et orographiques si diverses dont l'Autriche est dotée, expliquent la présence d'espèces de bois très diverses dans les forêts domaniales et d'établissements publics. Il n'existe que peu d'essences forestières qui jouent un rôle prépondérant dans l'économie forestière, mais les forêts domaniales et d'établissements publics les contiennent toutes, depuis les essences poussant sur le Littoral, jusqu'aux arbres feuillus et résineux exposés aux intempéries du climat du nord de l'Europe.

Nous citons avant tout parmi les conifères l'épicéa (*Picea excelsa* Link), qui par son excellent bois et sa fréquence occupe une place à part parmi les essences de l'Autriche.

La composition du sol est indifférente à la croissance de l'épicéa qui prospère partout là, où l'air contient le degré voulu d'humidité; on le retrouve dans toute l'Autriche à l'exception de la Dalmatie, aussi bien dans la plaine que dans les pays montueux et dans les Alpes, où il croît encore en massifs à une altitude de 2100m soit pur soit mélangé à d'autres essences.

Le sapin blanc (*Abies pectinata* D. C.) se joint souvent à lui, en proportion variable sans toutefois jamais atteindre l'altitude ci-dessus mentionnée. Nécessitant de grands soins durant sa jeunesse et croissant à merveille à l'ombre, il ne forme que rarement des massifs d'une seule et unique espèce (Forêt de Vienne, Carpathes, Forêt de Ternova) et n'apparaît que comme essence typique des peuplements mélangés, associé au hêtre et à l'épicéa. Si le bois du sapin blanc ne se prête pas à tout usage à l'égal

du bois d'épicéa, il n'en est pas moins bien payé et recherché comme bois de construction et de chauffage.

Parmi les autres espèces de pins nous ne citerons que le pin sylvestre (*Pinus silvestris*), le pin noir (*Pinus Laricio* Poiret var. *austriaca* Endlicher) et pour autant qu'il s'agit du Littoral, le pin d'Alep (*Pinus halepensis* Miller).

Etant donné que le pin sylvestre ne croît que dans les régions inférieures, il n'est que peu répandu dans nos forêts; toutefois on le plante en peuplements mélangés, vu que son bois est très apprécié comme bois d'œuvre et de chauffage; il ne croît en massifs qu'à l'ouest de la Galicie.

Dans la Forêt de Vienne et dans les forêts de la Dalmatie, c'est par contre le pin noir qui le remplace: la bonne qualité de son bois et le peu de tendance qu'il a à s'éclaircir, le font également apprécier. On vient d'abandonner l'extraction de la résine, en raison de son peu de rendement.

Le mélèze (*Larix europea* D. C.) qui croît dans les Alpes à une altitude encore plus élevée, a une dissémination égale à celle du pin, mais il ne forme que peu de massifs. Exclu à cause du peu d'ombre qu'il donne de tout peuplement ne contenant qu'une seule espèce, il est au contraire apprécié dans les peuplements mélangés, dans les forêts qui doivent être reboisées entièrement, ou dans le reboisement de clairières. Son bois est très estimé si ses anneaux d'accroissement sont très étroits ce qui provient d'un lent développement; on l'emploie comme bois de construction et de charpente là où l'on exige un haut degré de durée et de solidité.

L'ameublement de l'Exposition de l'administration des forêts de l'État et de celle du service politique des forêts est entièrement confectionné en bois de mélèze.

Le pin Cembro mérite aussi d'être cité à cause de ses qualités remarquables; c'est un arbre des hautes régions et qu'on ne rencontre aujourd'hui qu'à la limite de la végétation, en des lieux presque inaccessibles des Alpes et des Carpathes. Son bois se distingue par sa belle couleur et surtout par sa riche madrure, dont les lignes se fondent agréablement autour des nombreux nœuds qui y semblent incrustés. Le sculpteur et le menuisier recherchent avidement ce bois et le payent fort bien: ils s'en servent pour l'ébénisterie, ou comme lambris de revêtement.

L'administration des forêts de l'État cherche depuis vingt ans à réacclimater le pin Cembro dans les lieux qui lui conviennent, afin d'assurer un précieux matériel à l'industrie domestique de beaucoup de vallées des Alpes et afin de créer en même temps de cette façon des forêts protectrices dans les hautes régions.

Parmi les essences feuillues, les plus répandues citons le hêtre commun et le charme (*Fagus silvatica* L., *Carpinus Betulus* L.), le chêne pédou-

culé, le chêne rouvre et le chêne chevelu (*Quercus pedunculata* Ehrhart, *Q. sessiliflora* Smith, *Q. Cerris* L.), le châtaignier commun (*Castanea vesca* Gaertner), le frêne (*Fraxinus excelsior* L.), l'érable plane (*Acer platanoides* L.), l'érable sycomore (*Acer pseudoplatanus* L.), l'orme champêtre et l'orme de montagne (*Ulmus campestris* L., *Ulmus montana* Smith).

C'est le hêtre commun que l'on trouve le plus souvent avec l'épicéa dans nos forêts. Les forêts de la Bucovine surnommée le pays des hêtres, les forêts des Carpathes orientales, la Forêt de Vienne, la Forêt de Ternova en Istrie et les régions inférieures des Alpes constituent des forêts de hêtre pur ou en mélange, les essences feuillues à bois dur, le sapin et l'épicéa sont ses fidèles compagnons. Outre l'usage que l'on fait de son bois dans l'ébénisterie et dans la construction, on l'emploie spécialement comme bois de chauffage, à ce point de vue il occupe le premier rang, mais malgré cela il n'a depuis quelques années plus la même importance qu'autrefois, vu la grande concurrence des matières combustibles fossiles.

Le charme par contre, ne croissant qu'en compagnie du hêtre et du chêne est quant à son bois un arbre de peu d'importance pour le commerce et pour la sylviculture.

La dissémination des chênes et des châtaigniers communs est moindre; la présence de chênes, abstraction faite de quelques exemplaires parsemés par ci par là, n'est constatée que dans les forêts des Carpathes, dans la Forêt de Vienne et dans les forêts des Alpes méridionales et de la Dalmatie. Le châtaignier ne pousse que dans les Alpes méridionales et en Istrie; ne formant que rarement des massifs d'une seule espèce, il pousse souvent par contre dans les forêts de hêtres dont il augmente considérablement la valeur. Tandis qu'on emploie uniquement comme bois de chauffage, le chêne chevelu, qui se trouve fréquemment dans la Forêt de Vienne, maintes industries recherchent pour la construction et pour l'industrie le bois des autres espèces de chênes et du châtaignier commun.

Nous rencontrons encore, plus disséminés mais sur des surfaces plus étendues, le frêne, l'orme et l'érable, poussants par ci par là parmi les arbres feuillus et résineux; les sylviculteurs recherchent leur bois précieux et ils les plantent volontiers pour créer des peuplements mélangés.

Le bouleau et les bois tendres montrent à peu près les mêmes qualités, mais on ne les tolère dans les massifs, que si ils ne nuisent pas aux autres arbres de meilleure qualité.

Le tableau suivant donne quelques indications sur la répartition de ces différentes espèces de bois. Tout le terrain boisé domanial et d'établissements publics se répartit quant aux essences, de la manière suivante:

L'épicéa	51	%
le sapin	18	%
le mélèze	4	%
les pins	3	%
le chêne et le châtaignier commun	1.3	%
le hêtre et le charme	20.5	%
le frêne, l'érable, l'orme et tous les bois tendres	2.2	%

En ce qui concerne les faits exposés dans ce chapitre nous attirons l'attention des personnes visitant l'Exposition, sur les objets suivants:

1. La carte générale de tous les domaines appartenant à l'État et aux Établissements publics, ainsi qu'un tableau fournissant tous les renseignements statistiques;
 2. Les photographies qui sont exposées sur un pied mobile;
 3. La collection de photographies placée dans deux appareils stéréoscopiques et représentant les parties les plus intéressantes des dits domaines;
 4. Quatre aquarelles de forêts typiques.
-

Organisation du service.

L'organisation du service de l'administration des forêts domaniales et d'établissements publics n'était autrefois pas uniforme et a été maintes fois transformée avant de se présenter sous sa forme actuelle.

Les forêts camérales et les propriétés appartenant aux établissements publics furent administrées par le Département caméral des perceptions et en dernier ressort par la Chambre des Finances de la Cour, tandis que les forêts appartenant aux mines et aux salines de l'État relevaient directement du Département des Mines et Monnaies de la Chambre des Finances de la Cour.

Lorsqu'on érigea en 1848, les ministères et entr'autres le Ministère des Mines et de l'Agriculture pour l'Empire; ce fut au second département de ce ministère qu'échut l'administration des forêts domaniales; il s'en suivit une réorganisation de toute l'administration. Après dissolution de ce ministère (1853) il y eut de nouveau un changement, en ce sens que l'administration des Forêts fut soumise à l'administration des Finances.

On reconnut par la suite qu'il valait mieux que les forêts domaniales fussent administrées conformément au principe du bien public et ce point de vue fit, qu'on remit l'administration des forêts domaniales et d'établissements publics entre les mains du ministère de l'Agriculture qui venait d'être créé et qui de suite elabora une nouvelle organisation de service, entrée en vigueur le 30 juillet 1873. Cette nouvelle organisation fut le point de départ du développement de l'administration des forêts domaniales.

On basa la nouvelle instruction de service sur le système nommé: »Système des chefs de cantonnement«; la gestion fut en majeure partie confiée aux bureaux de première instance; la surveillance et la direction du service furent remises selon l'étendue et la répartition du terrain, en premier lieu aux directions des forêts et des domaines, qui formèrent la seconde instance, et en second lieu au ministère de l'Agriculture qui forma la troisième et dernière instance.

La base de l'organisation de l'année 1873 est la suivante:

Chaque district d'administration a pour chef un administrateur des forêts et des domaines, qui gère indépendamment son district et en est responsable. L'exploitation rationnelle des forêts et des domaines suivant le budget approuvé, les plans d'exploitation périodique et de culture lui

incombent, ainsi que la comptabilité qui s'en suit, la livraison et l'emploi des produits forestiers, le boisement des forêts; il représente l'État ou les établissements publics, en tant qu'il s'agit de délits forestiers ou champêtres, et enfin il met en valeur tous les produits et matériaux confiés à son administration et tient les comptes y relatifs.

Les affaires d'argent par contre s'effectuant par l'entremise des caisses et bureaux spéciaux; l'administration ne s'en occupe que lorsque la direction l'en charge spécialement. Au chef sont attachés:

1° un apprenti forestier pour les affaires de bureau,

2° un personnel de surveillance et d'aides techniques qu'on recrute parmi les gardes forestiers ou les simples gardes lorsqu'il s'agit de petits triages ou de triages n'ayant qu'une exploitation insignifiante. Les gardes forestiers sont des employés d'État ayant reçu une instruction spéciale; ils ont droit à une retraite et entrent comme aspirants gardes forestiers au service de l'administration des forêts et domaines, après avoir passé leurs examens à l'École des gardes forestiers; on les nomme gardes forestiers à mesure qu'il y a un poste vacant.

Les simples gardes, qui ne se trouvent en grand nombre que dans les forêts peu exploitées de l'Est, sont acceptés généralement sans beaucoup de formalités. Ils se recrutent soit parmi les personnes habitant aux environs de ces forêts, soit parmi des sergents-majors de l'armée impériale et royale. Ils n'ont d'autre instruction forestière que celle qu'ils ont acquise eux-mêmes pratiquement. Les occupations de ce personnel (garde forestier et garde de triage) sont les suivantes :

1° la surveillance de la forêt et de la chasse:

2° de prêter leur assistance aux employés de l'administration, relativement à l'exploitation;

3° la surveillance des travaux forestiers, et enfin

4° leur collaboration, en tant qu'il s'agit de la livraison des matériaux et de la vente du bois.

Comme nous venons de le dire, les affaires d'argent et de caisse sont strictement séparées des affaires de l'administration des forêts et domaines; elles sont du ressort de bureaux spéciaux de perception. Ce sont ordinairement les bureaux des contributions ou les caisses des mines et salines se trouvant à proximité du domaine, ou en certains cas même un bureau fiscal de recette, qui sont chargés de régler toutes les affaires d'argent.

Les administrations des forêts et domaines relèvent immédiatement des directions des forêts et domaines. Un règlement spécial de service ordonne aux directions d'entretenir en bon état les forêts et les domaines, d'en augmenter le rapport, d'exécuter les aménagements et les

recolements périodiques, de tenir à jour les cahiers d'aménagement, ce qui nécessite un ordre minutieux dans la tenue du contrôle de l'exploitation, puis enfin d'enregistrer toutes les rentrées prescrites. Les directions doivent en outre surveiller et diriger l'exploitation et notamment vérifier et approuver les propositions annuelles concernant l'abatage, les menus marchés, les cultures, les chemins et les routes, les prix des produits, les tarifs de paye, les pourparlers relatifs aux travaux à forfait, et enfin les licitations. Il leur incombe en outre la surveillance de la chasse et de la pêche et la rédaction des projets de budget annuel.

Le chef d'une direction est réglementairement un conservateur des forêts qui dirige et surveille le service et qui en est responsable; il nomme les élèves forestiers, les employés, les gardes forestiers et les domestiques, et son pouvoir disciplinaire s'étend sur tous les fonctionnaires de son district. Le conservateur doit, en tant qu'il s'agit d'affaires importantes, soumettre celles-ci à un conseil formé de tous les rapporteurs dont la juridiction est intéressée au sujet en discussion.

Le chef de la direction a sous la main un personnel d'employés, qui est chargé d'exécuter les travaux nécessaires. La surveillance sur place de l'exploitation est du ressort des inspecteurs, qui sont en même temps rapporteurs spéciaux pour toutes les affaires techniques et économiques. Les administrations sont réunies à cet effet en districts d'inspection.

Le service d'administration juridique est fait par les conseillers d'administration, secrétaires, adjoints et rédacteurs spécialement chargés de ce genre de service; leur sphère d'activité s'étend sur les affaires purement juridiques et sur celles que leur soumettent des correspondants occasionnels, qui désirent connaître l'avis de personnes expertes avant de liquider certaines affaires.

On a créé un bureau spécial pour les travaux d'aménagement; le chef en est un inspecteur qui a sous ses ordres les administrateurs, les adjoints - forestiers et les élèves forestiers. Il incombe à ce bureau d'exécuter les projets d'aménagement et les recolements périodiques, y compris l'établissement des bases géodésiques et statistiques, en outre toute la tenue de livres et tous les travaux qui ne sont pas exécutés par les employés techniques spéciaux ou par d'autres fonctionnaires des directions, voire même l'établissement des plans ou devis pour la construction des ponts et chaussées. Les prescriptions contenues dans ce paragraphe de l'organisation ne sont presque plus jamais mises en vigueur, vu que toutes les directions ont maintenant des employés techniques à leur disposition.

La comptabilité et toutes les affaires d'argent, ainsi que tout le service de bureau et d'enregistrement se font à l'aide d'un personnel spécial qui est attribué à un département spécial.

Les directions sont sous les ordres du ministère de l'Agriculture dont un département forestier technique et un département d'administration juridique sont chargés de la surveillance supérieure relative à cette administration des forêts domaniales. C'est au département spécial qu'incombe l'établissement, le maintien et le contrôle de l'aménagement, la direction courante de l'exploitation technique, puis les pourparlers concernant les livraisons de bois et l'abatage, la mise en valeur des produits forestiers, ainsi que la régularisation des salaires des ouvriers forestiers, puis enfin la surveillance de tous les agents forestiers subalternes qu'il propose à l'avancement après avoir émis son jugement sur leurs aptitudes. Le département d'administration juridique par contre, s'occupe de toutes les affaires purement juridiques ou administratives, tandis que toutes les affaires où l'on est forcé de recourir autant à la loi qu'aux sciences techniques, sont traitées par tous les départements qui y sont intéressés.

D'après ces principes, on a divisé lors de la réorganisation de 1873 tous les domaines de l'État et des établissements publics en cantonnements, qui à leur tour formèrent des districts soumis aux directions. Vu que cette organisation s'est maintenue, à peu de changement près, intacte jusqu'à ce jour, il suffit donc de donner le tableau suivant, pour démontrer la situation actuelle.

Les domaines de l'État et des établissements publics, y compris ceux de l'Église grecque-orientale en Bucovine, sont divisés en 186 cantonnements, en sept directions de forêts et domaines, et en une direction de domaines à Czernowitz; cette dernière se subdivise — vu la grande étendue du domaine, la position exceptionnelle des Fonds de l'Église grecque-orientale en Autriche, et le fait que l'organisation de cette direction n'est pas absolument la même que celle des directions des domaines de l'État et des établissements publics — en cinq départements dont un s'occupe spécialement des affaires forestières. Les sept autres directions se répartissent de la manière suivante: Les directions à Innsbruck, Salzburg et Gmunden pour les domaines du Tyrol, du duché de Salzburg et du Salzkammergut; une direction à Léopol (Lemberg) ayant deux sections, une pour la partie Est de la Galicie et l'autre pour la partie Ouest; tandis que la direction de Vienne doit gérer, à part les domaines de la Basse-Autriche, les forêts de Bohême et les forêts d'une partie de la Haute-Autriche et de la Styrie; la direction de Gorice administre les forêts de la Carinthie, de la Carniole, de Görz et de Gradisca, de l'Istrie et de la Dalmatie.

La surface des territoires administrés par les directions varie entre 103.188 *hec.* pour Gorice, 367.478 *hec.* pour le Tyrol et 254.915 *hec.* pour la Bucovine.

Les surfaces des forêts et domaines soumises aux diverses administrations sont aussi bien différentes, car elles varient d'après l'intensité de l'exploitation et d'après le terrain vraiment productif, ainsi que d'après la situation isolée de certaines forêts, entre 559 *hec.* (Bohutin en Bohême) et 49.539 *hec.* (Telfs en Tyrol). Si nous ne prenons en considération que les surfaces productives, nous arrivons au résultat suivant: 559 *ha* (Bohutin) est le plus petit cantonnement et 25.904 *hec.* (Watra-Moldawitza en Bucovine) le plus grand cantonnement; la moyenne est de 8172 *hec.*

Le nombre des triages varie dans les cantonnements; il s'élève la plupart du temps à 4 ou 6, atteint quelquefois le nombre de 15 (Mizuń en Galicie), ou s'abaisse parfois à deux, comme par exemple dans les cantonnements de Winklarn en Carinthie et Steinberg en Tyrol. Nous faisons observer que les triages dans les forêts des Carpathes ne répondent point entièrement à ceux d'autres domaines, car on s'est vu forcé à cause de la grande étendue des cantonnements et de leur exploitation très extensive de subdiviser en triages, même les districts dits de manipulation, confiés à des gardes forestiers; il a fallu nommer des gardes auxiliaires partout où les gardes forestiers étaient jusqu'ici chargés aussi de la surveillance.

Le nombre des employés de l'État, chargés du service forestier de toutes les administrations des forêts domaniales et des établissements publics, s'élève à:

- 1 Conseiller de ministère (Employé de V^{me} classe de traitement);
- 9 Conservateurs (Employés de VI^{me} classe);
- 27 Inspecteurs (conseillers) (VII^{me} classe);
- 82 Inspecteurs (VIII^{me} classe);
- 150 Administrateurs (IX^{me} classe);
- 49 Adjoints forestiers (X^{me} classe);
- 43 Élèves forestiers;
- 1 Ingénieur en chef des ponts et chaussées (VIII^{me} classe);
- 6 Ingénieurs (IX^{me} classe);
- 4 Ingénieurs-adjoints (X^{me} classe);
- 1 Élève-Ingénieur

en total 373 employés; en outre 858 gardes et apprentis forestiers sont chargés du service de bureau et de la surveillance; nous avons enfin 443 simples gardes.

Le traitement des employés forestiers est fixé d'après l'organisation générale en vigueur, valable pour tous les employés d'État; les classes de traitement commencent par le chiffre II. (Ministre). En outre tout employé chargé d'un service au dehors, obtient soit une somme fixe payée d'avance, soit une somme payée à son retour, pour compenser ses frais de voyage.

Les gardes forestiers sont divisés en trois classes et reçoivent un traitement annuel de 500, 600 et 700 fl. plus une surpaye de 20% du traitement pendant qu'ils sont en activité: les simples gardes reçoivent un salaire mensuel qui varie entre 30 et 40 fl.

En outre, les gardes forestiers touchent après les premières cinq années de service, un supplément annuel de 50 fl. qui se renouvelle après les cinq années suivantes. Ces suppléments sont comptés pour la fixation de la pension, lors de la mise à la retraite des gardes forestiers. Ceux-ci ont également droit à l'uniforme de service, soit à un équivalent en argent.

Les administrateurs des forêts et domaines, ainsi que les élèves et les apprentis forestiers qui leur sont attachés, puis le personnel de surveillance habitant une circonscription, obtiennent en plus le logement en nature, du terrain à cultiver, et la fourniture de bois de chauffage.

Relativement à l'installation du personnel, un grand changement s'est produit; quoique bien avant la réorganisation de 1873 la plupart des employés et des domestiques fussent logés aux frais du Trésor de l'État ou des Fonds publics, les bâtiments ne répondaient néanmoins aucunement à leur but, ni par leur position, ni par l'état dans lequel ils se trouvaient.

C'est grâce aux efforts que fit le Ministère durant ces dernières années, que le personnel et tous les employés administratifs sont logés, à peu d'exceptions près, dans des maisons qui répondent entièrement aux exigences du service et des habitants. Parmi les aquarelles exposées, il y en a trois qui montrent un refuge, une maison de garde forestier et une maison d'administration, tels qu'on les construit maintenant.

L'admission au service technique forestier est réglé à nouveau depuis 1875.

Les aspirants doivent être physiquement aptes au service dans les Hautes-Alpes, ils ont à produire un diplôme de bachelier ès lettres ou ès sciences, puis avoir obtenu à l'École supérieure d'Agriculture à Vienne les trois diplômes examens d'État et enfin le certificat d'examen sur l'endiguement des torrents.

Pour l'admission définitive, on exige de la part des élèves forestiers, après deux années de pratique, qu'ils se soumettent à un examen se rapportant au service forestier technique de l'État. Cet examen qu'ils passent devant une commission composée d'employés forestiers et d'un examinateur juridique, doit démontrer que le candidat sait mettre à profit ses connaissances théoriques et pratiques, puis qu'il connaît à fond toutes les prescriptions et ordonnances et enfin qu'il est à même de traiter, sans aucune aide, les affaires qui lui ont été confiées.

L'admission des surveillants de forêts (préposés) ne se distingue de celle des employés que par le fait que l'administration des forêts domaniales

s'occupe elle-même de donner l'instruction forestière exigée de ce personnel.

Dans ce but on a créé une école forestière auprès des administrations des forêts et domaines de Gusswerk en Styrie, de Hall en Tyrol, d'Idria en Carniole, et de Bolechów en Galicie, où enseignent les administrateurs et adjoints et les élèves qui leur sont attachés. Les élèves sont internes et reçoivent une instruction pratique et théorique durant onze mois, ce qui leur permet de remplir à l'avenir leur devoir, à tous les points de vue.

Leur nombre est limité suivant les besoins de l'administration et en conformité des installations de l'école et de l'internat; il s'élève à six pour Idria et à douze pour les autres écoles. L'enseignement est gratuit, mais la nourriture et tous les autres besoins sont aux frais des élèves; les fils de gardes forestiers ou d'ouvriers forestiers obtiennent s'ils en sont dignes une bourse qui varie entre 110, 165 et 275 fl.

On a institué des cours spéciaux pour l'instruction des surveillants de forêts, qui sont au service des Fonds de l'Eglise grecque-orientale.

Ces cours se donnent dans le bâtiment même de l'administration des forêts à Franzthal en Bucovine durant sept mois pendant ce temps les auditeurs reçoivent un enseignement plutôt pratique que théorique; ces cours seront transformés sous peu, c'est-à-dire qu'on érigeria une école forestière à Franzthal, dans le genre de celle que nous venons de décrire.

Aménagement des forêts.

Les premiers essais pour organiser l'exploitation des forêts gérées par le Ministère de l'Agriculture, datent d'une période reculée. Les motifs de cette organisation furent d'une part la nécessité de réprimer soit les empiétements sur les terrains de l'État ou des Fonds publics, soit les appropriations de terrain; on avait aussi des inquiétudes au sujet du bois, principalement en ce qui concernait les mines et les salines, dont le développement dépendait bien plus autrefois qu'aujourd'hui de la présence à proximité, de bois de chauffage et de construction. Il résulta de ces mesures prises exclusivement dans le but de sauvegarder en premier lieu les bois, un état de choses qui fut le point de départ de l'organisation actuelle d'aménagement.

Le développement et l'organisation de l'exploitation fut différent suivant les diverses régions de forêts. La forêt de Vienne vaut la peine d'être signalée, parce que déjà au moyen âge elle a été soigneusement entretenue par les ducs d'Autriche, et que les premières investigations sur son étendue, ainsi que les premières mesures prises pour fixer ses limites, datent de l'an 1246. D'autres travaux y afférents, ainsi que l'établissement d'une comptabilité forestière datent des années 1552 et 1573. L'estimation en fonds et en superficie par contre ne fut opérée qu'à la fin du siècle dernier.

Le terrain fut exactement arpenté et cadastré en 1819, et il s'en suivit que le directeur de Hausegger fut à même d'introduire, durant les années 1858 à 1862, un aménagement qui pour la première fois, comprenait des opérations topographiques et statistiques.

Le système d'aménagement des forêts appartenant aux Mines, date de loin aussi, et c'est notamment le Salzkammergut qui mérite d'être mentionné à cet égard.

L'exploitation des salines voulant toujours avoir sur place le bois nécessaire, fut indirectement la cause première, d'une exploitation plus rationnelle de ces forêts.

Les premiers documents confirmant la prise des mesures précitées datent des années 1548 et 1563. En outre, on y rencontre les traces de l'emploi de l'aménagement par volume. Durant les années 1630 jusqu'en 1634, puis 1763 et 1782 on procéda à l'estimation des forêts et en 1794 et 1804 on les arpenta et on en fit des plans exacts.

Quoique ces travaux aient sensiblement contribué au développement de l'aménagement, ils ne parvinrent cependant pas à assurer son avenir car au commencement on ne s'occupa presque pas de la tenue des feuilles de contrôle et que plus tard même on les supprima complètement; cette manière d'agir fit qu'on dût dès le commencement réorganiser entièrement l'aménagement.

Le créateur de cette réorganisation fut l'inspecteur de Wunderbaldinger, auquel nous devons une publication traitant en détail de l'exécution des travaux d'aménagement. D'après ses projets et sous sa direction, on s'occupa premièrement des forêts en Styrie, puis en 1845 des forêts de la Haute-Autriche.

Les forêts de la Styrie furent aménagées à nouveau sur une étendue de 20.700 *ha*, ce qui fut terminé en 1848; puis ce fut le tour des forêts de la Haute-Autriche avec une étendue de 43.200 *ha*; leur aménagement fut terminé en 1866, année dans laquelle Wunderbaldinger prit sa retraite.

Les prescriptions émises pour le Salzkammergut avaient servi de bases pour les prescriptions de 1857, émises par le Ministère des Finances et ayant trait à l'arpentage, l'estimation et l'aménagement des forêts domaniales.

L'œuvre de Wunderbaldinger se distingue principalement par le tracé et l'arpentage minutieux basés sur la triangulation du pays; en exécutant ces travaux on vouait un soin tout spécial au lever des limites sur le terrain même et aux détails forestiers internes.

La fixation de la possibilité se fit dans les séries d'exploitation soumises aux coupes rases, au moyen du système de l'aménagement par volume, et dans les séries soumises au jardinage, au moyen du taux de rendement connu sous le nom de: taux de Hundshagen.

Pour assurer la valeur et l'applicabilité de ces travaux, on les contrôla tous les dix ans. Quoique ces contrôles n'aient pas toujours été exécutés avec l'exactitude nécessaire, ils produisirent néanmoins l'effet voulu, et eurent par conséquent un résultat favorable, en sorte que l'on put employer avec succès l'œuvre de Wunderbaldinger et ses tracés, à peu de rectifications près, ont servi de base pour tous les aménagements qu'on entreprit à l'avenir.

Les forêts de la Galicie et de la Bucovine méritent aussi d'être mentionnées, non seulement à cause de l'ancienneté de leur aménagement, mais aussi à cause d'un procédé différent de celui employé habituellement. Les mesures y afférentes se basent sur l'organisation forestière de l'année 1782 et sur les prescriptions émises durant les années 1792 à 1805. Elles tentèrent de régler l'aménagement en divisant le terrain en séries, délimitées par la nature ou simplement enregistrées sur les cartes. Des terrains boisés

d'égale configuration et munis de voies de communication communes furent réunis en districts, subdivisés pour leur compte par des laies, en territoires assez semblables aux suites de coupe d'aujourd'hui; la subdivision en coupes annuelles ne se trouva indiquée que sur les cartes, dressées à l'aide de la boussole et de la planchette.

En dehors de ces dispositions, qui tendaient à faciliter l'aménagement, les prescriptions contenaient les mesures à prendre concernant la création et la culture des massifs, l'exploitation des forêts jardinées, des bois en défends et situés à la limite de la végétation arborescente, etc.; quoique ces mesures fussent déjà remplacées en 1811 par d'autres systèmes, se basant sur l'aménagement par volume, leur mérite n'en est pas moins grand, vu que les conditions favorables des anciennes plantations dans les forêts de plaine et de colline en Galicie, doivent leur être attribuées.

Pour toutes les autres forêts domaniales et d'établissements publics, l'aménagement est assez récent, bien qu'il existât déjà vers 1850 des projets d'aménagement et de bonnes cartes forestières; mais on ne suivit aucune méthode et on ne put atteindre le but désiré. Tenant compte de ce fait on prit lors de la réorganisation des domaines de l'État en 1873, des mesures pour réformer entièrement l'aménagement forestier et on émit la même année un projet de règlement, qui fixa à grands traits, les devoirs du personnel nouvellement admis, mais qui ne s'occupait des détails qu'en tant qu'il s'agissait du mode d'organisation. On émit en 1885 une deuxième prescription complétée et dont la seconde édition a paru à Vienne en 1893. Elle est actuellement en vigueur et est intitulée: Règlement pour la délimitation, l'arpentage, le bornage et l'aménagement des forêts domaniales et d'établissements publics; le titre seul indique déjà qu'elle comprend l'organisation forestière toute entière. Elle s'efforce en outre à donner une base solide et stable à l'administration, en tenant compte des conditions locales spéciales, sans toutefois s'opposer à certaine liberté d'action indispensable au développement rationnel de l'aménagement.

Elle voue un soin tout spécial à la partie géodésique. D'une part l'accommodation de la méthode au degré de précision désiré dans chaque cas spécial, d'autre part sa modification d'après les conditions du terrain, la fixation durable et rationnelle des points trigonométriques et enfin le levé exact, sont les points caractéristiques traités dans ce chapitre. Les annexes des trois œuvres exposées concernant l'aménagement et son contrôle, permettent de jeter un coup d'œil sur l'état et l'étendue de l'arpentage forestier, ainsi que sur l'exécution du dessin des cartes forestières, tandis que le portefeuille contenant les travaux de l'établissement de lithographie du Ministère de l'Agriculture donne tous les renseignements nécessaires, au point de vue

de l'exécution lithographique et de la reproduction des cartes forestières.

En dehors de ce chapitre, traitant de l'arpentage forestier, la prescription s'occupe de l'aménagement dans un sens restreint et résume ses travaux comme suit : Régler l'administration de toutes les forêts relativement à leur exploitation, à leur culture ainsi que relativement aux surfaces et au temps, en prenant en considération les conditions forestières internes et externes, et en tendant à la perfection, en ce qui concerne la protection et l'entretien du sol, la surveillance, le classement et la bonne qualité des massifs, et enfin le rendement en matière et en argent.

Le seul moyen d'atteindre ce but est le classement rationnel des forêts. Tandis que la création de districts d'administration dépend exclusivement de l'organisation forestière, l'aménagement doit chercher à faire corriger toutes les défectuosités à ce sujet et doit en outre s'occuper à faire délimiter les triages, former les séries d'exploitation et les suites de coupes. Une série d'exploitation comprend tous les cantonnements permettant une exploitation uniforme, relativement au transport des matériaux, au débit des bois, au régime forestier (forêts traitées en futaie et taillis), au genre de coupes (coupe blanche, jardinage concentré, jardinage) ou enfin par rapport aux restrictions de l'exploitation (bois en défends, forêts de protection, forêts de servitude).

Les séries d'exploitation correspondent aux séries, aux districts ou aux divisions d'autres administrations; elles se divisent en suites de coupes, c'est-à-dire en une série de surfaces de coupes annuelles, dont les subdivisions forment la plus petite unité administrative. La délimitation des suites de coupes et de leurs subdivisions a lieu par les layons ou par les laies sommières; la division doit se rapprocher autant que possible — surtout dans les forêts de montagnes — des délimitations naturelles du terrain, telles que arêtes, fossés, rivières, fleuves, routes, etc. Les projets d'aménagement se basent sur une description forestière générale et sont rédigés d'après un projet d'aménagement approuvé par le Ministère de l'Agriculture; ils forment désormais la base de toute gestion forestière.

Tandis que la description générale énumère d'une manière claire et précise, toutes les conditions naturelles, politiques, forestières, financières ou juridiques d'un terrain, rationnellement aménagé, le projet d'aménagement en revanche indique la solution des questions administratives et prend en même temps en considération, toutes les circonstances qui pourraient augmenter le rendement; il fournit en outre les bases pour l'estimation du rendement en produits principaux, en fixant d'une part l'état actuel des massifs au moyen d'un tableau des classes d'âge, et en établissant d'autre part un projet idéal d'aménagement; d'après ce projet on choisit alors

les surfaces de coupes pour la prochaine période de dix ans, leur volume sur pied détermine la possibilité.

Une autre manière d'agir, moins exacte il est vrai, et qui n'observe pas toutes les prescriptions de l'aménagement définitif mais atteint bien plus rapidement le but, consiste dans l'élaboration d'un aménagement provisoire.

Plus tard alors, selon l'urgence, ou lors des révisions, les travaux provisoires font peu à peu place aux travaux définitifs. On exécute des travaux provisoires, là où la surcharge de servitudes s'oppose à une augmentation des frais, puis là où des conventions (vente de bois) exigent une accélération des travaux et enfin dans les contrées (comme la Galicie et la Bucovine) qui ne peuvent adopter, en suite de leur économie peu développée et de leur rendement défavorable, qu'un système menant directement et rapidement à bon port et ne causant pas de grands frais.

Nous devons en outre mentionner les travaux qui tendent à perpétuer la valeur et l'usage des aménagements durant un certain temps; ces travaux sont p. ex.: les compléments et les révisions périodiques; les premiers consistent à tenir à jour les cartes forestières, à enregistrer les coupes et les travaux de culture et enfin à noter tout ce qui a trait à l'administration forestière; les révisions ont pour but de contrôler et vérifier l'administration depuis le jour du premier aménagement ou de la dernière révision; elles préparent en outre, les nouvelles prescriptions ou projets d'aménagement, pour la prochaine période de dix ans.

Les feuilles de contrôle, les cartes forestières, les livres de gestion, et autres livres de comptabilité exposés donnent tous les renseignements nécessaires au point de vue de l'exécution de ces travaux. Les chiffres suivants donnent les résultats obtenus par l'administration forestière de l'Etat: La surface des forêts s'élève d'après les résultats de l'arpentage à 1,030.318 *hec.*, de ce chiffre, 34.658 *hec.* sont entièrement dépourvus d'aménagement ou simplement dotés de plans d'exploitation, tandis que 377.718 *hec.* sont aménagés d'après le règlement d'aménagement valable pour les forêts des Carpathes et que 617.942 *hec.* sont aménagés d'après le régime de l'aménagement définitif. 409.950 *hec.* ont été révisés une seule fois et 128.990 *hec.* deux fois.

Exploitation forestière.

Ces progrès dans l'exploitation ont marché de pair avec les progrès dans l'aménagement. Une exploitation intensive, soucieuse d'augmenter le rendement des forêts en utilisant rationnellement les produits des coupes, en les façonnant avec soin et selon les besoins de l'acheteur et préoccupée d'ouvrir de nouveaux débouchés en améliorant les voies de communication et de transport, a remplacé peu à peu une exploitation extensive qui ne pouvait satisfaire que les besoins d'une contrée immédiatement environnante et étroitement limitée et qui n'était utile qu'à quelques industries ou usines seulement.

Ce progrès ne s'est fait sentir cependant que dans les forêts où cela était possible; il est réservé à l'avenir de faire bénéficier encore d'autres régions de ces améliorations déjà réalisées ailleurs.

En ce qui concerne le choix du régime, il faut tenir soigneusement compte de toutes les plus petites circonstances; autrefois on ne s'inquiétait que de l'avantage du moment et des habitudes générales; aujourd'hui on se base: 1° sur des recherches sérieuses relatives aux exigences des diverses essences et aux conditions locales; 2° sur les conditions de transport et spécialement aussi sur l'habileté des bûcherons.

Il faut également s'occuper de fixer la révolution la plus favorable et à cet égard, il faut non seulement prendre en considération les conditions de culture, mais aussi les conditions de transport, les engagements légaux en vigueur, et enfin la partie financière de la question.

Tout le terrain boisé et productif des forêts de l'État et d'établissements publics se répartit, en ce qui concerne le régime forestier et la révolution comme suit:

0.05%	échoit	à une révolution de	60 ans		} Exploitations par coupes localisées (coupes blanches, coupes jardinatoires)
0.02%	"	"	"	70	
0.81%	"	"	"	80	
30.79%	échoient	"	"	100	
41.48%	"	"	"	120	
0.60%	échoit	"	"	140	
0.17%	"	"	"	160	

en total 73.92% échoient aux coupes localisées en général.

0.01%	échoit	à une révolution de	80 ans		
0.09%	"	"	"	100	"
4.16%	échoient	"	"	120	"
13.04%	"	"	"	140	"
0.84%	échoit	"	"	160	"
0.13%	"	"	"	180	"
0.14%	"	"	"	200	"

Exploitation
par jardinage

18.41% échoient au jardinage en général.

0.58% échoit aux forêts grevées de servitudes et partagées.

6.59% échoient aux forêts de protection,

0.50% échoit aux taillis et taillis sous futaie.

En ce qui concerne les coupes et spécialement le régime des coupes localisées, faisons observer que récemment on a abandonné le système de la coupe blanche de grande étendue dans les pays à l'ouest de l'Empire et qu'on a adopté par contre le système de la coupe blanche d'étendue restreinte.

L'aménagement tient compte de cette mesure, en augmentant le nombre des coupes, en attaquant le peuplement principal et en répartissant les exploitations annuelles sur plusieurs points. Quant au jardinage, on s'efforce par contre d'étendre les coupes sur de vastes surfaces, ce qui exige des coupes plus fréquentes, ceci pour autant que la nature du terrain boisé et sa situation ou les conditions de transport du bois ne s'y opposent pas.

Si les prescriptions en vigueur relatives à l'aménagement et aux révisions, ont une influence décisive sur ces questions, la régularisation et l'exécution de l'aménagement par contre, se trouvent entre les mains des employés administratifs; ils démarquent les coupes, désignent les arbres qu'il faut abattre, dirigent et surveillent le façonnage du bois ainsi que son transport.

En général, l'empilage des bois se fait en régie, dans les forêts domaniales et d'établissements publics, exceptée dans celles de régions de l'Est. Il résulte de ce fait, que l'établissement des catégories pour les bois d'œuvre et les bois de chauffage, a une importance considérable seul rendement de exploitations. Ensuite de l'importance de ce sujet, les autorités supérieures ont adressé aux administrations de nombreuses prescriptions touchant l'établissement des catégories et leur mise en vigueur pour le façonnage et l'empilage des bois.

On attache toujours plus d'importance à l'augmentation de la proportion en bois d'œuvre, qui s'est élevée dans ces vingt dernières années de 30 pour cent à 50 pour cent. Si ce chiffre ne peut satisfaire aux exigences d'une exploitation intensive, il démontre néanmoins les efforts et les résultats obtenus par l'administration.

A l'augmentation du rendement en bois d'œuvre les conditions de transport opposent encore à l'heure qu'il est un obstacle; le bois coupé et empilé sur place parvient de différentes manières, suivant la nature du terrain, les usages et la main d'œuvre, jusqu'aux établissements de transport, d'où il parvient soit par eau, soit par terre aux lieux de consommation; ce premier mode de transport était jadis presque toujours employé et date d'une époque très reculée. Les nombreuses constructions et établissements érigés à grands frais et actuellement encore en exploitation nous fournissent la preuve évidente de l'ancienne extension et de l'importance du transport par voie d'eau.

Nous attirons à cet égard l'attention de Messieurs les visiteurs de l'exposition, sur les modèles de l'écluse Archiduc Jean à Brandenburg en Tyrol, de celle du Grundlsee près d'Aussee en Haute-Autriche, du ratelier de Hallein dans le duché de Salzbourg, et sur la carte de flottage du même duché.

Que l'on transporte le bois à destination, soit en utilisant le flottage à bûche perdue, soit le flottage en trains, ce mode de faire n'engendre que des ennuis, en sorte que tous les avantages tellement vantés autrefois, deviennent absolument illusoires; à l'appui de ce dire nous rappelons: 1° que le transport par eau dépend en première ligne des conditions atmosphériques d'où découle souvent l'inexactitude dans la livraison des produits; 2° le danger considérable qui menace le terrain qui borde le fleuve flottable; 3° les pertes qualificatives et quantitatives des matériaux flottés et enfin 4° la restriction que subit le transport par eau, par les prescriptions forestières en général et par police forestière en particulier. Il est en outre de haute importance de faire remarquer que le flottage à bûche perdue est bien loin d'être l'idéal pour le transport du bois d'œuvre; non seulement il empêche le façonnage mais aussi toute élévation du prix, vu que les matériaux sont presque toujours endommagés.

L'administration des forêts domaniales et d'établissements publics tient à soustraire l'exploitation à l'influence que le transport par eau exerce sur elle, et s'est efforcée d'introduire aussi vite que possible le transport par voie de terre. L'établissement de glissoirs, de chemins et de routes forestières, ainsi que de petits chemins de fer à voie étroite, voilà le résultat de ces efforts qui n'obtiendront un entier succès qu'après l'exécution du programme d'investissement (voir „Rendement“). Parmi les constructions, les glissoirs méritent surtout d'être mentionnés; ils ont brillamment justifié leur réputation dans les forêts du duché de Salzbourg, en sorte que l'emploi de ce système augmente de jour en jour. Les projets exposés et les vues des glissoirs d'Ascheñwald dans le cantonnement d'Offensee, de l'Aritzbach dans le cantonnement d'Ebensee et enfin du glissoir du Gschlachten-

wald dans le cantonnement d'Ischl montrent l'installation de trois constructions typiques de ce genre.

Les glissoirs et les chemins de schlitte qui ne servent que d'intermédiaires jusqu'aux établissements de transport de premier ordre, répondent entièrement à toutes les exigences, en tant qu'il s'agit de débouchés situés à proximité, mais la nécessité s'est présentée, de créer dans certains cantonnements étendus et ne contenant que peu de voies de communication, tout un réseau de chemins et de routes carrossables afin de bien pouvoir exploiter ces forêts. C'est dans ce but que l'administration des forêts a augmenté sensiblement le nombre des routes publiques dans la forêt de Vienne et qu'elle a créé en outre des chemins de schlitte et des chemins forestiers. Pour la forêt de Ternova l'administration a projeté tout un réseau de voies de communication pour le transport du bois, travail qui a été achevé en plusieurs années. Parmi les objets exposés, un relief représente le réseau de chemins de la forêt de Ternova près de Gorice, le projet de la Strugstraße dans le district voisin d'Idria en Carniole puis le mode de construction d'une route forestière d'après les prescriptions en vigueur, et enfin le procédé employé pour la construction de la route dans la vallée de la Sucha en Bucovine, route combinée avec une voie ferrée. Le bois se vend à l'état brut après avoir été coupé par le bûcheron, et une partie minime seulement est soumise à une préparation plus complète, c'est-à-dire, soit au débit, soit à la carbonisation. Les scieries des pays de l'ouest, relativement peu nombreuses et exploitées en régie privée, ont leur débouché presque toujours dans le voisinage, ce qui leur permet de faire un assez bon bénéfice. Il en est autrement en Galicie et en Bucovine, où les scieries rendent au moyen du façonnage le bois plus apte au transport dans des contrées éloignées. Des établissements de ce genre ont été créés en majeure partie par les acquéreurs des usufruits des produits d'un cantonnement et ils sont devenus après expiration des contrats de coupes, propriété du Trésor de l'État ou de celui des établissements publics. L'État cède l'exploitation de ces scieries aux acheteurs des produits et au lieu de leur faire payer un bail pour l'utilisation de ces établissements, il les force à élever le prix des produits bruts. Le charbonnage est étroitement lié à l'exploitation des usines et des salines des Alpes autrichiennes qui ont dû s'assurer par contrat le bois de chauffage. Le mouvement rétrograde de l'industrie du fer, la modification des appareils de chauffage en vue de l'utilisation des combustibles minéraux et le développement de l'exploitation des forêts par suite de l'augmentation des voies de communication, ainsi que l'avantage qui en découle d'obtenir de cette manière d'autres débouchés pour le bois, ont produit de bons résultats, en sorte que l'exploitation de la charbonnette exclusivement en usage dans maints domaines il y a quelques dizaines d'années encore, dût faire place

à une exploitation plus intensive de la coupe et à l'augmentation du bois d'œuvre. Quoique ce procédé ne fasse que commencer à se développer et qu'il faille encore du temps pour transformer le mode de vente du bois, on peut néanmoins constater avec satisfaction qu'on ne carbonise plus que les catégories de bois de peu de valeur. En certains endroits, le charbonnage facilite l'exploitation des éclaircies en permettant un travail rationnel. Vu les frais, cette mesure si importante pour le traitement des forêts, n'a pu être mise que partiellement en vigueur ou dût même être entièrement supprimée. Nous mentionnons encore la pêche et la chasse parmi les exploitations des produits accessoires qui augmentent considérablement le rendement forestier, en tant que la dite exploitation est conforme aux principes d'une sylviculture bien organisée.

Les forêts domaniales et d'établissements publics contiennent beaucoup d'espèces de gibier et la chasse s'effectue d'après plusieurs méthodes donnant grâce à l'abondance du gibier d'excellents résultats. Ainsi l'on rencontre dans les forêts des Carpathes, non seulement toutes les espèces de gibier appartenant à la petite chasse de l'Europe centrale, mais aussi des fauves d'une grande rareté, tels que: l'ours, le lynx, le loup, le chat sauvage, etc.; de plus le cerf et le chevreuil ont un développement corporel et une formation de bois extraordinaires; les sangliers sont également fortement développés.

On rencontre partout le cerf et notamment dans les Alpes autrichiennes; le gibier augmente considérablement suivant les soins qu'on lui voue et selon les conditions locales. Outre ce beau gibier on rencontre encore dans les Alpes, des chamois dont la chasse, rehaussée par la beauté de la nature alpine, est d'un charme tout particulier. Cette espèce de gibier forme également dans certains cantonnements des troupeaux qu'atteignent et dépassent souvent même mille bêtes.

L'exploitation de la chasse s'effectue en partie en régie privée; dans ce cas c'est à l'administration des forêts, soit au personnel autorisé par elle, qu'il revient de tuer le gibier.

Toutefois les cantonnements giboyeux sont — à l'exception des parties réservées à la Cour impériale — donnés en bail, et l'administration est obligée de surveiller l'exploitation de la chasse par le fermier et son personnel. La carte que nous exposons donne un aperçu de la quantité de gibier existant, de son abatage et du rendement de la chasse en régie et en bail. Les bêtes empaillées, servant d'objets de décoration murale ainsi qu'une collection de trophées de chasse et de plâtres représentant des passées et des pistes, montrent la richesse du gibier dans toutes les contrées de l'Autriche. A part la chasse, c'est la pêche qui a le plus d'importance pour le sport et l'économie nationale.

L'administration des domaines de l'État et des établissements publics ne s'occupe que peu de la pisciculture en étangs mais par contre davantage de la pisciculture en eaux vives et dans quelques lacs des Hautes Alpes.

Les eaux vives et les lacs sont peuplés de truites de ruisseaux, de truites de lacs, de saumons et d'autres poissons qui sont l'objet de grands soins et d'une pêche rationnelle. La chasse et la pêche se font en régie privée ou sont données en bail. Pour la pisciculture en régie privée l'administration entretient des établissements spéciaux; les fermiers eux aussi sont forcés par contrat à ériger et à exploiter des établissements semblables à leur frais. Le nombre et l'espèce d'alevins à mettre à l'eau est également fixé annuellement.

Cultures.

Un des travaux les plus importants, après la réorganisation de l'administration des forêts en 1873 a été, d'exécuter les cultures arriérées, ainsi que d'organiser leur développement futur. C'étaient notamment les forêts des Alpes qui avaient été négligées à ce point de vue et qui par conséquent exigeaient le plus de soins, car on devait craindre ici plus que partout ailleurs, que le terrain ne devienne inculte. De vastes coupes blanches couvrant parfois complètement les pentes de vallées entières et provenant d'une exploitation intensive de la charbonnette et du bois d'œuvre, à l'époque la plus florissante de l'industrie de fer, des conditions météorologiques et géologiques peu favorables aux travaux de culture, et enfin l'exploitation excessive des pâturages de la part des ayants-droit aux servitudes, achèvent de nous donner une idée exacte de l'état dans lequel les forêts se trouvaient à cette époque. D'autre part, on dut entreprendre par exemple dans les forêts de la Bohême à Joachimsthal et à Platten, de grands et coûteux travaux de drainage, avant de pouvoir même songer au boisement.

Tandis qu'en 1872 encore 38.690 *hec.* d'anciennes clairières et 16.130 *hec.* de coupes — en tout 55.829 *hec.* — dûrent être transformées en forêts, les surfaces de ce genre ne s'élevaient plus en 1882 qu'à 16.072 *hec.*, et 11.078 *hec.*, en tout 27.150 *hec.* de terrains incultes, dont un petit reste seulement attend aujourd'hui d'être reboisé.

Durant la période qui suivit la réorganisation de 1873, de grands changements se sont produits dans le mode de création des peuplements. Auparavant on donnait trop d'importance à la régénération par coupe blanche, et on préférait l'ensemencement naturel à toute autre mode de boisement, mais on abandonna à la longue le système d'ensemencement naturel par coupe blanche et on commença, après une courte interruption des coupes, à planter des arbres sur les surfaces dénudées; autant que possible on introduisit le jardinage ou un mode de traitement basé sur des éclaircies très fortes.

Toutefois on y mettait beaucoup de précautions et on n'attendait l'ensemencement naturel qu'aussi longtemps, que la fertilité du sol n'en souffrait.

pas. Si la régénération ne réussissait pas, on créait des sous-étages, ou bien on procédait à la création d'un nouveau peuplement, après enlèvement de tous les baliveaux réservés. On emploie encore aujourd'hui la culture artificielle, ensemencement et plantation — la première méthode bien entendu là seulement, où un climat doux et un sol léger et compact en garantissent d'avance le succès. L'ensemencement s'effectue de diverses façons, soit à la volée, soit par places ou semis en lignes; il est souvent abrité par des peuplements résineux ou feuillus et s'effectue dans ce cas sous forme de semis par trous. L'emploi étendu de la plantation exige de nombreux préparatifs; on se procurait autrefois les plantes nécessaires dans des pépinières volantes, établies sur les coupes; mais aussitôt les travaux de repeuplement achevés dans le voisinage, les pépinières provisoires étaient abandonnées. Les inconvénients de ces pépinières provisoires et notamment la difficulté de les surveiller et de les aménager ont été la cause première de leur transformation en pépinières permanentes, sans toutefois abandonner complètement les pépinières volantes: ces installations permanentes, situées à proximité des habitations du personnel forestier n'ont pas les inconvénients mentionnés ci-dessus et ont eu un succès complet; on les aménage avec soin et on leur donne une étendue assez grande pour que le semis et le repiquage des plantes réussissent. Le programme des cultures en pépinières était fixé pour plusieurs années d'avance, et en réglait l'aménagement. On y trouve à peu près toutes les espèces de bois, poussant dans les forêts de l'Autriche, spécialement les arbres résineux, le pin et le mélèze qui en forment le plus important contingent. On plante presque invariablement le pin à l'état repiqué, tandis que le mélèze se plante sans exception, non repiqué. Après avoir exécuté les cultures arriérées dans une mesure permettant d'en espérer la prochaine disparition, on s'occupa d'autres chapitres de culture, tels que la culture d'essences étrangères et le reboisement des hautes régions des Alpes avec le pin cembro. En ce qui concerne la plantation et les essais d'acclimatation d'essences étrangères, nous faisons remarquer qu'on s'en était occupé depuis bien longtemps, mais ces essais ne furent d'une certaine importance que lorsque l'administration des forêts eût cédé un terrain boisé de 8.34 *hec.* d'étendue dans le cantonnement de Neuwaldegg près de Vienne à l'École supérieure d'Agriculture pour y installer une pépinière.

Elle devait servir d'une part à l'enseignement forestier pratique, d'autre part à la transplantation en plein air des essences étrangères auxquelles une telle transplantation ne pouvait nuire. Afin que le secours soit complet et efficace, on alloua une subvention annuelle et fixe à la chaire de production forestière s'occupant de l'exploitation de cette pépinière à condition de fournir toutes les années un certain nombre de plantes à l'administration des forêts domaniales.

On a planté et remis des plantes des essences suivantes:

Pseudotsuga Douglasii Lindley,

Pinus rigida Miller,

Picea Silkaënsis Carrière,

Abies Nordmanniana Link,

Juniperus virginiana,

Chamaecyparis Lawsoniana Parlatores,

Quercus Rubra L.,

Carya alba Koch,

Juglans nigra L. et bien d'autres encore.

Bien que ces plantes ne laissassent rien à désirer sous le rapport de leur beauté et de leur qualité, l'administration des forêts domaniales se vit néanmoins contrainte de prendre en régie privée la culture des essences étrangères, soit pour les élever dans des conditions analogues à celles qu'elles retrouveront ultérieurement, soit pour éviter les inconvénients que rencontre l'expédition de plantes étrangères, provenant d'une pépinière centrale et à destination d'administrations souvent très éloignées.

On créa huit pépinières et les plantes ainsi élevées furent réparties dans les différents pays, sauf dans les forêts de la Galicie occidentale et de la Bucovine, car il n'y a pas encore lieu de faire des essais avec des plantations de ce genre dans des pays contenant encore des forêts vierges.

Les expériences faites jusqu'ici avec les essences étrangères ont prouvé que leur acclimatation était possible, malgré les difficultés qui s'y opposent; toutefois on ne peut encore tirer une conclusion de la valeur de ces plantations en général, comparativement aux essences indigènes, la durée de ces essais est encore trop courte.

Les travaux concernant des plantations de pin Cembro, essence fréquente encore dans les hautes régions des Alpes et des Carpathes, sont également très importants.

Comme on l'a déjà dit au commencement de cette brochure cette essence croît en futaie à la limite de la végétation et son bois est très recherché. La culture de ce pin assure donc une protection durable aux peuplements à ces hauteurs, et fournira un matériel très précieux et assez rare à l'industrie du bois. Quelles que soient sa force de résistance aux intempéries et la facilité de son acclimatation en général, il n'en est pas moins très délicat comme jeune plante, principalement pendant les toutes premières années de sa croissance, vu que le gibier et le bétail l'endommagent volontiers.

En considération de ces faits, il faut donner des soins tout particuliers aux jeunes plantes dans les pépinières et ne les transplanter en pleine terre que lorsque leur âge garantira le succès et il faut en outre leur

assurer une protection suffisante pendant tout le temps de développement. On a tenu compte de toutes ces circonstances, soit en soignant tout particulièrement les plantes de pins Cembro dans la pépinière spécialement installée dans ce but à Hinterberg en Styrie, soit en prenant toutes les mesures nécessaires pour entretenir ces cultures et pour les préserver de tout dégât. Un tableau y relatif exposé, donne une idée de l'installation de cette pépinière, de son exploitation et de la qualité des plantes.

De concert avec la culture proprement dite, on introduisit les soins culturaux et tout spécialement l'exploitation par éclaircies successives; dans les forêts de la Galicie et de la Bucovine, ce système n'a pu être introduit qu'isolément, l'exploitation n'ayant guère là d'autre but que l'ouverture de forêts vierges. Dans d'autres contrées, les surfaces exploitées de cette manière s'étendent de plus en plus, surtout depuis que les catégories de bois de faibles dimensions sont plus recherchées en suite de l'augmentation des fabriques de cellulose et de paille de bois, et ensuite de l'augmentation des voies de communication et de la meilleure organisation des conditions de transport.

De 1886 à 1890, 35.1 pour cent de la surface totale des séries à exploiter par coupes réglées dans les forêts des hautes régions des Alpes, étaient soumis au régime des éclaircies et si l'on fait abstraction des forêts exploitées extensivement dans la Galicie orientale et en Bucovine, ce chiffre s'élève à 63 pour cent; le rendement en matière dans les différentes Directions a varié entre 13 m^3 par hectare (pour la direction à Léopol, division 1) et 30 m^3 (pour la direction à Innsbruck) il s'est élevé en moyenne à 21 m^3 par hectare.

Pour faciliter le développement ultérieur de ces travaux on rédigea une instruction recommandant chaudement le système des coupes culturales pour l'exploitation de vastes territoires, en sorte que sous peu, 41.8 pour cent de la surface totale des forêts des hautes régions des Alpes, jusqu'ici exploitées par coupes blanches, seront soumises au traitement des coupes d'éclaircies, en sorte que 124 cantonnements ou 74.1 pour cent bénéficieront de ce système, déduction faite (pour les raisons ci-dessus) de toutes les forêts des Carpathes.

Voici les principes les plus importants auxquels on devra se soumettre à l'avenir: au point de vue des finances on se contentera d'introduire le système des éclaircies, là seulement où la production en matière en couvrira les frais ou du moins où les résultats obtenus contrebalanceront l'excès des dépenses. Vu les différences de situation et de circonstances, on ne saurait établir de règles fixes, pour déterminer le début, le terme et l'intensité de ces coupes d'éclaircies.

S'il s'agit d'une exploitation intensive par coupes d'éclaircies, on doit s'y prendre à temps, c'est-à-dire entre la 10^e et 20^e année, en tout cas,

avant que l'éclaircie naturelle ne se fasse sentir; pour les massifs auxquels s'agit, de donner un traitement conforme aux exigences de l'accroissement, on continuera les éclaircies jusqu'au début des coupes de rajeunissement.

Pour savoir avec quelle intensité on doit exécuter les coupes de rajeunissement, on prendra comme base le formulaire „Kraft“ en tenant compte toutefois des conditions spéciales des massifs et des stations. Pour déterminer chaque fois les éclaircies à faire, on établira dans chaque cantonnement des plans spéciaux d'éclaircies valables pour de courts espaces de temps, afin que ces opérations ne soient pas limitées d'avance par les prescriptions des plans d'aménagement, où ne soient pas retardées jusqu'à une prochaine révision.

Conditions ouvrières.

Faisons observer avant tout que les prescriptions légales, concernant les assurances des ouvriers contre les accidents et les maladies, ne s'étendent aux exploitations agricoles et forestières qu'en tant que ces exploitations emploient des machines. Les conditions extrêmement variables où se trouvent les forêts de l'État et des établissements publics se reflètent aussi dans les conditions du travail et de l'administration ouvrière en forêt.

L'effort exigé d'un ouvrier est bien moindre dans les forêts de la plaine et des pays de collines, que dans les hautes régions des Alpes, où le travail est bien plus pénible à cause des conditions du terrain et du transport compliqué et en outre, d'autres circonstances de nature locale ont été la cause de transformations encore plus profondes. La plupart du temps le travail est effectué par des journaliers qui s'enrôlent suivant les cas ou par des ouvriers qui font de ce travail leur occupation principale et, ne trouvant pas assez de travail chez eux, vont à la recherche d'engagements de ce genre, même bien au delà des frontières de leur patrie. Nous en trouvons les exemples dans les forêts de la Bucovine, de la Galicie, de la Bohême et dans quelques contrées des Alpes où les ouvriers italiens jouent un assez grand rôle. Dans d'autres régions alpestres les conditions ouvrières diffèrent beaucoup surtout dans les anciens districts de mines de fer et de salines, où déjà autrefois on s'efforçait de coloniser les ouvriers. Ce système provoqua l'institution d'ouvriers permanents dont les membres sont obligés de faire tous les travaux d'exploitation exigés par l'administration.

Celle-ci en revanche, leur assura de quoi subsister et leur accorda en outre d'autres faveurs. Ils furent divisés d'après leur genre de travail en catégories et celles-ci subdivisées à nouveau; on fit par exemple la différence entre les simples bûcherons qui travaillaient à la coupe et au dégrossissage, et les bûcherons qui s'occupaient du flottage à bûches perdues et des installations ou réparations des écluses et des rateaux ou travaillaient sur les chantiers d'atterrissage et enfin ceux s'occupant des constructions forestières qui devaient être établies en régie privée. Ces ouvriers donnèrent des spécialistes pour les travaux utilisant le bois et la pierre, pour les constructions de terre et d'eau, le charbonnage, le flottage, etc. Le travail était exécuté par des escouades d'ouvriers se composant de 8 à 10 hommes, sous la surveillance d'un chef d'escouade, d'un garde d'écluse, d'un garde de rateau ou d'un maître valet.

Le travail était rétribué d'après des taux uniformes. Nous citons parmi les faveurs accordées aux ouvriers permanents 1° le logement en nature en tant qu'il y en a des disponibles; 2° l'utilisation d'un terrain cultivable contre un fermage modéré; 3° la livraison à bas prix de paille à litière, de bois de chauffage et autre; 4° le droit à des secours en argent en cas de maladies et d'incapacité de travail, ainsi que 5° le droit à une retraite. Cette institution eut en général un grand succès, mais elle fut d'autre part la cause d'inconvénients qu'on chercha à éviter en admettant des ouvriers intérimaires, simplement engagés selon l'étendue du travail. Leur nombre s'accrut avec le temps et ils furent bientôt sur le même pied que les ouvriers permanents, quant au salaire et à leurs occupations; dans certains cas, on les assura même contre les maladies et on leur accorda une retraite.

Il existe à l'heure qu'il est dans les forêts de Neuberg-Mariazell, Weyer, Reichraming, Gross-Reifling et Wildalpen, puis dans le Salzkammergut, à Idria en Carniole et Hallein en Salzbourg, des prescriptions réglant les droits et le travail des deux catégories d'ouvriers ci-dessus susmentionnées, ainsi que des ordonnances sur les assurances contre les maladies et sur la retraite des ouvriers permanents ou intérimaires. Si tous ces règlements ne sont pas partout les mêmes, leur inégalité est pourtant si insignifiante, qu'il suffit simplement d'en citer un seul.

D'après l'ordonnance publiée en 1897 et ayant trait aux ouvriers de Neuberg-Mariazell, Weyer, Reichraming et Wildalpen, les ouvriers sont enregistrés comme ouvriers forestiers dans une équipe et on les traite conformément à un seul et unique règlement, à l'exception des ouvriers permanents des forêts de Neuberg-Mariazell.

Ces ouvriers inscrits ne peuvent quitter leur domicile qu'avec la permission de l'administration des forêts et domaines, à laquelle ils sont attachés; ils doivent faire tous les travaux auxquels ils sont aptes aussi bien dans l'étendue de leur propre administration que — cas échéant — dans d'autres cantonnements. On classe les ouvriers en catégories de: chefs de chantier, sous-chefs de chantier et simples ouvriers.

Les deux premières catégories sont les organes intermédiaires entre les chantiers de travail et l'administration, dont ils reçoivent les ordres; ils surveillent les ouvriers auxquels ils servent de contre-mâîtres et sont entièrement responsables de l'exécution des prescriptions du règlement. On donne un salaire mensuel aux chefs de chantier et un salaire journalier aux sous-chefs et aux ouvriers.

En dehors des faveurs énoncées, telles que logement en nature, terrain cultivable, fourniture de bois et de litière, pâturage, les ouvriers inscrits, leurs femmes et leurs enfants, de même que les ouvriers sur commission et leurs familles, ont droit à la caisse de secours contre les

maladies. On obtient de la caisse de secours, un secours en argent en cas de maladie, le traitement gratuit par des médecins attachés à l'administration, la fourniture gratuite des remèdes et d'autres ressources thérapeutiques, les secours obstétricaux des sages-femmes employées par l'administration des forêts domaniales et d'établissements publics, ainsi que des secours d'argent pour frais d'enterrement.

Le règlement ci-dessus mentionné exige de la part des ouvriers, qu'ils s'inscrivent dans cette caisse de secours et d'invalidité et décide en même temps quelle est la quote-part qui doit être déduite du salaire.

Partout où l'exploitation forestière était étroitement liée à l'exploitation des salines, usines et mines des environs, on avait érigé des „Caisses de secours“ de ce genre; celles-ci n'ont à l'heure qu'il est plus aucun rapport avec les caisses de secours pour les mineurs et les ouvriers de salines et sont fortement subventionnées par l'administration des biens de l'État et des établissements publics; elles accordent des secours en cas de maladies à tous les membres et à leurs parents en proportion de la quote-part versée, ainsi qu'une retraite en cas d'invalidité et les moyens d'existence pour leurs vieux jours.

Quant aux détails, concernant le nombre des ouvriers permanents inscrits, et les subventions pour les caisses, la somme dépensée pour les malades et leur traitement, pour l'aide des sages-femmes et pour les remèdes, nous nous permettons de renvoyer les lecteurs au portefeuille intitulé: „Organisation du travail forestier“.

Rendement des forêts.

Le taux de rendement des forêts domaniales et d'établissements publics varie beaucoup dans les divers pays autrichiens; il dépend d'une part des essences mêmes, de la croissance des massifs et du transport plus ou moins facile, d'autre part et dans une large mesure des voies extérieures de communication, du développement industriel des contrées intéressées, des débouchés et enfin des conditions spéciales de droit forestier. Nous comprenons sous cette dernière dénomination les servitudes dont beaucoup de forêts domaniales et d'établissements publics sont grevées et qui ont trait à la fourniture de bois et de litière, au pâturage en forêt et à quelques autres formes d'utilisation du sol.

Les servitudes datent de longtemps; elles furent, soit concédées authentiquement à des tiers, par les propriétaires du fonds, qui restèrent jusqu'à la libération des hypothèques, propriétaires attitrés des terrains, ou bien elles furent acquises des voisins par droit d'usage prolongé, soit que les propriétaires fonciers n'y aient attribué aucune importance, soit qu'ils l'aient toléré en silence.

L'étendue de ces droits qui pesaient autant sur les forêts particulières que sur les domaines de l'État et qui se basaient généralement sur des documents authentiques mais assez vagues ou simplement sur des traditions, n'était pas exactement déterminée, en sorte que l'usage du droit prit de jour en jour plus d'importance et atteint une importance telle que dans plusieurs forêts il ne pouvait plus du tout être question d'exploitation rationnelle.

Pour supprimer ces inconvénients, on promulga l'ordonnance du 5 juillet 1853 et l'on procéda partout au rachat, même dans les forêts domaniales et d'établissements publics. Dans les contrées, où les exigences de l'exploitation, ne permettaient pas d'employer ce procédé avec succès, on régla du moins les servitudes. Quelques chiffres nous donneront une idée des charges provenant des servitudes ainsi que des résultats de l'ordonnance susmentionnée.

Les servitudes s'étendaient avant 1853 sur 1,102.240 *hec.* de terrain boisé et autre dont 276.200 *hec.* avaient été cédés aux ayants-droit en compensation de leurs titres; en outre on paya la somme de 668.031 fl. à titre d'indemnité pour droits annulés, par contre les ayants-droit versèrent pour balance des compensations un total de 186.274 fl. dans le trésor de l'État.

Le rachat exigea donc en plus de la cession en biens-fonds une dépense effective de 481.757 fl. Parmi les droits de servitudes rachetés, citons: 894.806 m^3 de droits de bois, 172.504 stères de droits à la litière, des droits de parcours pour 107.487 têtes de bétail et enfin 1.478 droits divers d'utilisations de terrain.

On régla en outre tous les autres droits qui n'avaient pu être rachetés par les parties ni en argent ni par cession de biens-fonds. L'importance de ces droits non rachetés s'élevait en 1882 encore, à 21.672 droits d'affouage nécessitant 345.363 m^3 de bois de chauffage et 72.229 m^3 de bois d'œuvre, à 178.673 droits de litière, représentant 188.023 stères de litière de branches et 614.946 stères de litière de feuilles mortes, enfin 18.706 droits de parcours et à peu près 7.753 autres droits d'utilisation de terrains.

La valeur en argent des servitudes s'élevait au chiffre rond de 840.240 fl., tandis que le montant des redevances annuelles, payées par les ayants-droit ne s'élevait qu'à 61.280 fl. Cet état de chose n'a été que peu modifié jusqu'à ce jour et la valeur des délivrances résultant de servitudes s'élevait en 1893 à une somme de 783.366 fl. et même d'après de récents calculs à 886.776 fl. à cause de l'augmentation de la valeur du bois en général.

Il est clair que de pareilles circonstances ne pouvaient rester sans influence sur le rendement d'une administration aussi importante que celle des forêts domaniales et d'établissements publics.

Le très réel déficit causé par les servitudes, se fait sentir d'une autre manière encore. En effet, on est obligé de donner aux usagers la possibilité de prendre leur dû sans permission spéciale, à proximité de leur domicile, dans des parcelles où justement se trouvent en général, les plus beaux matériaux. La libre jouissance du droit de propriété, reçoit de ce fait une sérieuse atteinte puisqu'elle est restreinte aux peuplements situés dans des conditions défavorables et où les conditions de transport sont particulièrement onéreuses.

En outre, les livraisons se font aux ayants-droit suivant une échelle établie au moment de la régularisation, et il s'en suit que ces livraisons ne peuvent tenir compte du rendement des coupes, c'est-à-dire que ce qu'on livre par exemple comme bois de chauffage pourrait être préparé et employé comme cellulose ou bois de paille.

De plus on constate, que malgré les dispositions de la loi forestière et malgré la plus sévère surveillance, le ramassage de litière et l'exercice du parcours ne se font pas, sans nuire au sol des forêts et au reboisement.

Passant aux conditions de rendement, nous devons citer avant tout quelques chiffres importants qui ne se rapportent pas il est vrai, aux dernières années de gestion, mais aux rendements des années 1889 à 1893, mais qui

donnent néanmoins un aperçu très net de la gestion financière, vu que les conditions n'ont que peu changé.

Les recettes brutes annuelles de toutes les propriétés, y compris les biens des fonds de l'Église grecque-orientale s'élèvent à 6,155.757 fl. dont 4,972.331 fl. figurent sous le titre d'exploitation forestière, c'est-à-dire que cet argent provient des produits de vente de bois; dans ce chiffre rentre la recette provenant de la vente de la charbonnette et des menus produits forestiers; il y a en outre, 388.909 fl. de recettes pour les biens-fonds agricoles, 722.321 fl. pour les exploitations secondaires, telles que fermage, recettes provenant d'établissements industriels, de la pêche et de la chasse, ou formés par la quote-part des ayants-droit; 28.669 fl. proviennent des compensations pour les dépenses ordinaires et enfin 43.527 fl. proviennent de recettes extraordinaires.

A ces recettes font face 4,785.630 fl. de dépenses qui se répartissent de la manière suivante: 2,118.546 fl. pour dépenses d'abatage, frais de charbonnage, entretien des bâtiments de l'exploitation forestière, produits accessoires, culture, protection et entretien des forêts, donc en un mot pour toute l'exploitation dans le sens restreint; 22.290 fl. pour les dépenses de l'exploitation agricole, 420.579 fl. pour les exploitations secondaires; 1,102.839 fl. pour l'administration des forêts (traitements des employés, frais de bureau, entretien des bâtiments d'administration); 747.554 fl. pour les charges publiques (impôts); 2.254 fl. de compensation de recettes ordinaires et enfin 371.568 fl. pour les dépenses extraordinaires.

Pour déduire de ces chiffres le rendement net, il faut y ajouter les dépenses des Directions et la valeur du paiement en nature aux ayants-droit de servitudes. Les frais des Directions s'élèvent à 409.135 fl., la valeur du paiement en nature à 784.725 fl.; en faisant la balance, on arrive à un rendement net de 1,745.717 fl. soit à 1.54 fl. par hectare.

En comparant cette recette aux rendements nets des grandes propriétés foncières en Autriche ou à ceux de quelques administrations forestières d'Allemagne le résultat obtenu est défavorable à l'Autriche. Les causes de ces grandes différences de recettes 4.65 fl.¹⁾ à 27.65 fl.²⁾ sont dûes outre les charges résultant de servitudes, soit aux conditions locales soit surtout aux voies de communication. Comme nous venons de l'expliquer, la majeure partie des forêts domaniales et d'établissements publics est située à une altitude de plus de 1000 mètres, ce qui entrave fortement le transport du

¹⁾ D'après des informations privées, le rendement net des grands domaines forestiers en Autriche, est de 6.19 fl. par hectare.

²⁾ Le rendement net des forêts domaniales en Saxe s'élève à 29.19 fl. par hectare. („Tharander Jahrbuch“ 1893, 43 vol. 1 feuille page 98).

bois, l'exploitation rationnelle des coupes définitives et préparatoires et augmente les frais de création des peuplements et ceux des soins qu'on doit leur donner, en outre, ce fait nuit à l'exploitation en général et en déprécie le rendement net.

Les forêts de la Galicie orientale et de la Bucovine, situées dans des montagnes de second ordre ou sur leur contreforts, sont dans une situation analogue et ne permettent d'utiliser que d'une manière bien imparfaite, une partie de la possibilité annuelle seulement, car les voies de communication pour le transport à grande distance sont mauvaises et l'industrie du bois peu développée. À côté de ces forêts, couvrant la plus grande partie du sol, il y en a d'autres appartenant soit à l'État, soit aux établissements publics, qui atteignent grâce aux bonnes conditions locales, un développement très favorable à une bonne exploitation et donnent par conséquent de meilleurs rendements pouvant dignement rivaliser avec ceux d'autres administrations.

Le domaine des invalides Hořic en Bohême donne un bénéfice annuel de 17.45 fl. par hectare, le domaine Gross-Poppen en Basse-Autriche appartenant aux Fonds publics, 17.12 fl. par hectare, le bien des Fonds de l'Église St. Pölten en Basse-Autriche 11.36 fl. par hectare, les forêts domaniales dans l'Erzgebirge bohême 10.66 fl., le domaine de l'Église de Wiener-Neustadt en Basse-Autriche 8.20 fl. par hectare, les forêts dans la Forêt de Vienne 7.28 fl. par hectare, les domaines de l'Église dans la Galicie occidentale 5.84 fl. par hectare.

Comme on le voit, les causes de cette diminution du rendement net, sont dûes pour une part aux communications et aux conditions de station et pour une autre part à des circonstances qui pourraient être évitées par l'administration. Elle doit y remédier en améliorant les conditions de vente des produits en général, en exploitant plus intensivement les produits des éclaircies, en augmentant la proportion des catégories de bois de valeur, puis enfin en tirant parti des assortiments qui sont aujourd'hui abandonnés en forêt, ainsi que des catégories de bois très inférieures. On a entrepris tout ce qui était possible à cet égard. Les causes du faible résultat obtenu jusqu'ici furent d'une part les grands travaux qu'on devait entreprendre avant tout pour l'aménagement, pour la culture et l'installation du personnel, d'autre part les obstacles de nature budgétaire, mais avant tout le fait que l'argent disponible ne suffisait pas pour exécuter les travaux indispensables et très onéreux; il a été de même impossible d'arriver à mobiliser rapidement les capitaux nécessaires. Cet état de choses ne changea qu'en 1894, lorsqu'on conçut le projet de se procurer l'argent nécessaire sous forme d'un emprunt d'investissement remboursable en 25 ans et par annuités.

Un programme d'investissement conçu par l'administration forestière et comprenant toutes les constructions nécessaires, forma une base pour la fixation du capital exigé et démontra par un relevé minutieux, l'augmentation des recettes en général et fournit la justification financière des projets de construction en particulier.

Le programme comprend outre trois reconstructions de voies de flottage, la construction de 240 *km* de chemins forestiers et de routes, puis la construction de 190 *km* de voies étroites à traction par locomotives ou chevaux ou avec transport par wagonnets et enfin la reconstruction ou la création de onze scieries; en outre on a fait rentrer dans ce programme, pour raisons d'opportunité, les frais de la construction d'un bâtiment de direction à Léopol et d'un à Innsbruck.

Le total des dépenses comporte en chiffres ronds: 3,000.000 fl. Les constructions projetées correspondent à une exploitation intensive annuelle de 548.000 m^3 qui ont rapporté jusqu'à présent 742.000 fl. ou 1.35 fl. par m^3 . La moyenne du revenu annuel à espérer après exécution des travaux s'élève à 1,658.000 fl. ou 3.02 fl. par m^3 , ce qui correspond à un profit net annuel de 523.700 fl. ou 97 kreuzer par m^3 . Après la période d'amortissement, on prévoit par contre un rendement net de 773.650 fl. ou 1.43 fl. par 1 m^3 c'est-à-dire 27.8 pour cent.

On a ainsi une base solide pour le relèvement durable du rendement des forêts domaniales et d'établissements publics, ce programme est du reste à l'heure qu'il est en voie d'exécution.
